



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Prix des déchets plus élevé que le prix du blé TOP

Incinérer nos déchets ménagers coûte environ 300 francs par tonne. Ce qui correspond à environ 63 francs par habitant et par an. Si on y ajoute le coût des collectes séparées (papier, verre, PET, etc.), la facture grimpe à 116 francs par habitant et par an.

En partant de ces chiffres officiels, une règle de trois permet d'estimer «à la louche» le coût total d'élimination de nos déchets ménagers à plus de 550 francs par tonne. En ajoutant tous les autres déchets (déchets de chantier, boues d'épuration, déchets spéciaux, déchets de l'industrie, de l'artisanat et des services), la facture par habitant et par an grimpe à 360 francs, ce qui, en gardant la même règle de trois, correspondrait à plus de 1'700 francs par tonne de déchets (tous confondus)!

Le coût d'élimination de tous les déchets atteint 2.668 milliards de francs par an. Si les coûts par tonne sont des estimations grossières (excepté celui des déchets ménagers), les autres chiffres sont tout ce qu'il y a de plus officiel. Ces chiffres datent de 2006 et proviennent de l'Office fédéral de l'environnement.

Les coûts d'élimination des déchets sont donc plus élevés que l'achat de céréales ou de lait aux producteurs. A 345 francs par tonne pour de l'orge, 500 francs par tonne pour le meilleur blé panifiable et 550 francs par tonne de lait, mieux vaut être incinérateur que producteur! Vos revenus seront bien plus stables et garantis!

Comparer les coûts engendrés par nos déchets et le prix du blé est a priori hasardeux mais pas inintéressant! Cela a le mérite -nous l'espérons- de susciter quelques interrogations quant à l'avenir d'une société occidentale qui valorise uniquement la consommation et le pouvoir



L'usine d'incinération des Cheneviers dans le canton de Genève, au bord du Rhône.

d'achat de biens «superflus», générateurs des déchets, et qui pourfend la valeur de la production de biens alimentaires. Or, ces derniers n'ont de valeur que s'ils peuvent être produits. Et jusqu'à nouvel avis, les seules personnes capables d'élever une vache et de semer des hectares de blé sont les familles paysannes et leurs employés. Refuser de payer correctement leur travail signifie la faillite de leur entreprise, la concentration et l'industrialisation de la production et une perte de savoir-faire et de savoir-être. La culture paysanne évolue sans cesse, s'adapte, mais sans ferme, elle disparaît! Et ce n'est ni Danone, ni Nestlé et encore moins COOP, MIGROS, ALDI ou LIDL qui vont la maintenir, sauf peut-être dans leurs publicités!

Se battre pour être payé équitablement est donc un combat noble, un combat

d'avant-garde pour l'avenir d'une société que l'on veut meilleure que celle d'aujourd'hui. Il s'agit d'une lutte de tous les jours qui doit animer le cœur de chacun et chacune d'entre-nous. Demander une augmentation de 20 francs et respectivement 35 francs par habitant et par an pour que le blé panifiable et le lait nous soient payés équitablement n'est rien par rapport aux coûts qu'engendrent nos déchets! Ce message nous devons le faire comprendre à notre entourage, à nos politiques, à nos acheteurs et à tous les consommateurs.

Nous devons nous battre pour garder nos fermes afin d'offrir à nos enfants et petits enfants une société plus avenante que celle qui ne ferait que de «bouffer» des pilules et qui «crèverait» sous des tonnes de déchets!



Marché laitier

Infos et rdv

Pages 2, 3, 4



Langue bleue

libre vaccination

Page 5



Jean Vallat

Hommage

Page 6



Souveraineté alimentaire

Venez au forum

Pages 7, 8

MARCHÉ LAITIER

Tour d'horizon de la situation et des actions dans l'Europe laitière...

La Via Campesina et l'European Milk Board, ensemble pour un prix du lait équitable

Dans le dernier journal d'Uniterre, nous vous annonçons un été chaud... il l'est. Dans toute l'Europe des centaines de milliers de producteurs et productrices se mobilisent, s'organisent pour sensibiliser les consommateurs et mettre la pression sur les décideurs de Bruxelles, de Strasbourg et sur les acheteurs. Parmi leurs objectifs; faire remonter rapidement le prix du lait. Pour cela ils veulent un gel immédiat de 5% des quantités, annuler la hausse des 1% par an de quotas nécessaire à «l'atterrissage en douceur» de 2015 et mettre en place un système de gestion des quotas européens plus souple, mais avec une assise légale européenne. Ils demandent enfin l'abandon des subventions à l'exportation. Jusqu'à aujourd'hui et malgré les blocages de Bruxelles, la Commission agricole de l'Union européenne fait encore la sourde oreille aux revendications des producteurs. Cependant une brèche pourrait s'ouvrir du côté du Parlement européen. La manifestation du 14 juillet, co-organisée par L'European Milk Board et La Via Campesina a eu un écho important auprès des parlementaires. Cette alliance historique, mais pas du tout contre-nature, a permis de rencontrer plusieurs eurodéputés tous fraîchement élus. Ils se sont montrés très ouverts à la discussion. Les Verts européens et plusieurs autres députés de tous partis confondus ont soutenu officiellement les revendications des producteurs. Cette action a montré une fois de plus la détermination et l'unité des familles paysannes des quatre coins de l'Europe face aux politiques laitières ultralibérales de l'Union européenne. De l'Italie à la Suède et de la Tchéquie à l'Espagne, les familles paysannes reprennent leur destin en main et c'est tant mieux! Mais la lutte sera longue et vu les prix actuels, elle sonne comme celle de la dernière chance!

Rapport de la Commission agricole européenne sur le secteur laitier en Europe

Le nouveau rapport, exigé par le Conseil, sur la santé du secteur laitier ne présente pas de grands changements. La Commission garde le cap de la libéralisation des quotas pour 2015 et la hausse des 1% par an. Par contre, elle se montre prête à renforcer la promo-

tion des produits laitiers. Concernant les quotas, la Commission pourrait proposer, à titre provisoire pour la campagne 2010/2011, de laisser aux Etats membres la possibilité de conserver les fonds dus par les producteurs ayant dépassé leur quota individuel (les super prélèvements), même si au niveau national le quota est respecté. Cet argent pourrait «permettre aux Etats membres qui le souhaitent de mettre un frein à la production». La Commission suggère dans son rapport que ces fonds servent à financer des programmes d'abandon de la production ou soient redistribués à des groupes de producteurs prioritaires. La Commission propose également de continuer à accorder des aides à l'exportation.

En gros, la Commission refuse pour l'instant de proposer des changements avant que le bilan de santé de la PAC ne soit terminé. Les ministres de l'agriculture devront encore se positionner sur ce document, vraisemblablement au début du mois de septembre.

Pour EMB, ce rapport a quelques points positifs. Premièrement, il reconnaît qu'il y a trop de lait sur le marché, même si les quotas européens ne sont pas remplis (ils augmentent chaque année) et que cela fait fortement baisser les prix. Pour Romuald Schaber, président de l'EMB, «si la Commission n'est pas en mesure de mettre en pratique, sur le plan administratif, une diminution des quotas de 5%, elle devrait au moins permettre aux producteurs de lait européens de renoncer de leur propre chef à leurs livraisons. L'Europe pourrait mettre à profit les crédits utilisés pour les restitutions à l'exportation et les verser directement aux producteurs qui seraient prêts à accepter une réduction de production. Outre cette diminution directe de la quantité de lait, il faut aussi réfléchir aux possibilités de débouchés supplémentaires sur le marché européen. Nous pensons ici à l'augmentation du taux de mélange de matières grasses d'origine végétale (huile de palme) au détriment du lait dans les produits industriels, mais naturellement aussi à garantir que les produits laitiers comme les glaces, les yogourts ou le fromage soient réellement fabriqués à partir de lait. Les produits de substitution ne constituent pas seulement une tromperie vis-à-vis du consommateur, mais, actuellement, ils portent aussi préjudice aux exploitations laitières de toute l'Europe». L'European Milk Board s'est également opposé au maintien des subventions à l'exportation.

Situation actuelle en Europe

L'assemblée générale de l'European Milk Board s'est réunie au début du mois de juillet. Cela a permis de faire le point de la situation pays par pays. L'European Milk Board regroupe aujourd'hui 21 organisations de 14 pays européens. Des contacts toujours plus importants sont effectués avec la Pologne, la République Tchèque et d'autres. Au total elle regroupe plus de 100'000 producteurs. Les pays représentés coulent plus de 75% du lait de toute l'Europe. Le comité de l'organisation est composé de 7 membres de 7 pays différents. Se sont tous des producteurs de lait en activité. Le bureau central occupe 3 personnes à Hamm en Allemagne.

Toutes les organisations membres d'EMB font différentes actions coordonnées au plan européen. La plupart organisent des manifestations publiques (blocages, sensibilisation des consommateurs, etc.) et des rencontres avec des représentants politiques à l'échelon régional, national et européen.

Italie

L'APL compte maintenant 800 producteurs du Nord de l'Italie. L'organisation vend le lait de l'ensemble de ses membres. Il s'agit aujourd'hui de la plus grosse organisation italienne de producteurs qui commercialise son propre lait. En Italie, les producteurs ont subi une baisse de 30% du prix du lait ces derniers mois. Sauf pour quelques régions, le prix payé pour le lait industriel est inférieur à 30 cts d'euro. Les coûts de production restent toutefois à 40cts d'euro. Ils n'ont pas baissé avec la crise. Les quantités de lait produites ont baissé de 3.5%. Les importations en lait cru ont augmenté de 20%. Le chiffre d'affaire sur le fromage est en baisse (-3.7% des quantités).

Les attentes des producteurs d'un projet commun au plan européen sont énormes. L'organisation va également se battre en Italie comme en Europe contre les produits de substitution appelés fromages ou produits laitiers et qui ne contiendraient plus de lait mais de la matière grasse végétale.

Danemark

Le LDM regroupe environ 50% des producteurs et 60% à 70% du lait coulé au Danemark. Le prix du lait moyen du lait est de 24 cts d'euro. 75% de la production est exportée. Seul 25% du lait sert à approvisionner le marché national. Pour compenser les prix bas

des marchés d'exportation, l'industrie vend le lait à la population danoise relativement cher. Les organisations de consommateurs demandent donc des baisses de prix sur le marché interne et se positionnent plutôt contre les revendications des producteurs. Le gouvernement danois suit la position de son électorat.

Pour les producteurs, les prix actuels sont beaucoup trop bas pour couvrir les frais de production. Pour certaines très grandes fermes, les dettes par litre de lait dépassent les 35 cts d'euro. Elles n'arrivent plus à rembourser quoi que ce soit. L'argent prêté provient essentiellement des banques ou directement des laiteries. Ces dernières tiennent donc le couteau par le manche. Avec la crise et le prix du lait actuel, le prix du foncier est en chute libre, ce qui ne permet plus de nouveaux emprunts. Beaucoup de grosses exploitations, celles qui ont investi, se retrouvent complètement prises dans la spirale de l'endettement. Beaucoup sont au bord de la faillite. Dans cette situation, les producteurs hésitent fortement à démarrer une action de grande envergure, comme une grève du lait. A moins que celle-ci ne soit massive!

Autriche

IG-Milch regroupe actuellement 4'000 producteurs et 35% du volume de lait autrichien. Le prix du lait se situe entre 23 et 28 cts d'euro à 3.4% de protéine et 3.25% de matière grasse. Les prix ont baissé de 30% par rapport à la même période en 2008. Actuellement IG-Milch a lancé une campagne de communication avec les consommateurs sur la situation. L'organisation continue de communiquer fortement sur la commercialisation de ses produits équitables. Les pouvoirs politiques agricoles ont débloqué des moyens financiers pour tenter de juguler le surplus de lait sur les marchés. Il stocke du lait en poudre et du beurre. Actuellement, les organisations majoritaires ne font aucune proposition concrète pour rétablir un équilibre du marché au plan européen.

Pays-bas

Le Dutch Dairy Board regroupe aujourd'hui un tiers des producteurs du pays. Le prix du lait a baissé pour 85% des producteurs. Aujourd'hui il se situe à 19.8 cts d'euro (prix d'été). Le prix d'automne pourrait être un peu plus élevé. Les coûts de production sont estimés à 42 cts d'euro. Le prix à l'export a baissé de 20%, mais les volumes sont restés stables.

Le DDB a fait des calculs de rentabilité: pour une exploitation moyenne de 70 vaches, l'éleveur perd actuellement 3.5 euros par vache et par jour. Les producteurs n'ont jamais gagné ce qu'ils perdent aujourd'hui. Comme au Danemark, les producteurs ont fait énormément d'emprunts pour pouvoir se développer et agrandir leur exploitation. Aujourd'hui ils n'arrivent plus à rembourser leurs créanciers et risquent la faillite. Les interventions sous forme de stockage qui se pratiquent actuellement dans chaque pays sont très dangereuses pour les producteurs hollandais. Toutes ces quantités vont maintenir la pression à la baisse sur les marchés d'export. Et comme la production hollandaise dépend complètement du prix du marché d'exportation, le prix du lait va rester bas. Cette situation met en danger la santé de nombreux producteurs! Beaucoup tombent en grave dépression. Le taux de suicide dans la profession n'a jamais été aussi élevé. La barre des 20 cts d'euro a créé un véritable choc.

France

La jeune association des producteurs de lait indépendants (APLI) a rejoint officiellement EMB en juillet 2009. La France compte désormais deux organisations (OPL et APLI) membres de EMB. Depuis sa création en 2008, l'APLI s'est fortement développée. Plus de 3'000 adhésions, des dizaines de nouveaux membres déçus notamment par la FNSEA arrivent en masse. L'organisation a organisé plus d'une centaine de séances à travers toutes la France. Plus de 20'000 y ont participé.

La mobilisation est très forte car la contractualisation directe arrive à grand pas, comme en Suisse.

Dans le Nord de la France, les contrats se font de plus en plus avec des coopératives qui vendent également d'autres produits (phytosanitaires, etc.). Les producteurs qui ne paieraient pas leurs produits, par manque de liquidité par exemple, se verraient déduire leurs dettes directement de leur paie du lait!

Le prix du lait industriel se situe actuellement entre 21 et 25 cts d'euro. Les producteurs ont subi plus de 20% de baisse en quelques mois. Chaque mois une exploitation moyenne perd entre 3'000 et 3'500 euros. Les éleveurs n'ont plus de capacité de remboursement. Les exportations françaises de produits laitiers ont baissé de 7%. Les collectes de lait ces derniers mois ont baissé de 3%. Le coût de production se situe plus ou moins à 40 cts d'euro.

Les tensions sont importantes entre la FNSEA et les autres syndicats et organisations comme l'APLI. La FNSEA est en train de se faire dépasser par les producteurs. Ces derniers n'ont pas accepté que la FNSEA parte négocier des «baisses supportables» pour les pro-

ducteurs. Actuellement l'OPL et l'APLI travaillent en commun pour poser les revendications d'EMB en France, pour organiser les producteurs et préparer la prochaine grève du lait qui, si elle est lancée, démarrera en France! Selon l'APLI, la France est prête pour la grève du lait. 50% des volumes pourraient être stoppés rapidement.

Ecosse et Angleterre

Le Dairy Farmer of Britain a fait faillite dernièrement. L'organisation était endettée à plus de 100 millions d'euros, dont 50% étaient de l'argent prêté par les producteurs. Certaines exploitations ont perdu jusqu'à 43'000 livres! Les pertes financières sont énormes pour les producteurs. Suite à cette faillite, 1'800 producteurs se sont retrouvés sans contrat de prise en charge et ont été obligés de vendre leur lait entre 10 et 12 cts d'euro. Ces quantités de lait payé à très bas prix ont fortement fait pression sur le prix du lait du pays. Le prix actuel est très fluctuant. Il se situe à environ 26.5 cts d'euro.

Le Dairy Farmer of Scotland représente juste 10% des producteurs de l'ensemble du Royaume Uni. L'organisation est donc trop faible pour faire véritablement pression sur les acheteurs et les politiques. Il cherche donc des liens avec des organisations anglaises et du Pays de Galle.

Irlande

Les prix se situent entre 20 et 22 cts d'euro. Le prix du lait destiné au marché local est bien plus élevé que celui destiné aux marchés d'exportation. Pour les producteurs, les exportations sont ruineuses. Comme tous les pays exportateurs de lait, les producteurs irlandais se sont terriblement endettés dans des structures de production. Avec les prix actuels, ils n'arrivent plus à rembourser leurs emprunts. L'Irish Milk and Cream Suppliers Association (IMCSA) a multiplié les campagnes d'information auprès des consommateurs et a obtenu des rencontres avec les différents responsables politiques pour qu'ils fassent pression à Bruxelles. L'European Milk Board est maintenant bien connu en Irlande. Les producteurs ont de grands espoirs sur l'organisation.

Allemagne

Le BDM regroupe un tiers de toutes les exploitations laitières allemandes. Selon un sondage officiel 90 à 95% des producteurs allemands soutiennent les revendications du BDM, et donc de EMB sans pour autant y adhérer. Le prix actuel se situe entre 18 et 20 cts d'euro. La chute est de 20 à 40%. Au sud la situation est un peu meilleure. Actuellement, BDM multiplie les séances et reparle de grève du lait. La situation

n'est plus tenable. Aujourd'hui se sont les laiteries qui attribuent des prêts fixes aux producteurs pour qu'ils continuent la production. En Saxe (région où l'on trouve les plus grosses exploitations laitières du pays), ces prêts concernent déjà 650 très grosses exploitations. 10% des producteurs ont stoppé la production dans cette région. On assiste à des achats d'exploitation complète par les laiteries.

Pologne

L'association des producteurs de lait de Pologne représente 8'500 producteurs. Le prix du lait est de 21.5 cts d'euro. Les prix étaient encore bien plus bas par le passé. Ils souhaitent donc que le prix continue de monter. Aujourd'hui passablement de producteurs ont investi et ne peuvent plus rembourser leurs dettes. En Pologne, 70% des grosses coopératives laitières sont en mains privées. Le gouvernement a débloqué des fonds pour développer les petites coopératives de producteurs afin qu'elles deviennent plus importantes et qu'elles organisent mieux la vente des produits. Le soutien politique des producteurs de lait est très faible. Les producteurs polonais se battent également pour recevoir les mêmes primes européennes que les producteurs des anciens pays européens.

Tchéquie

Pour le représentant de l'Association des producteurs de lait de Tchéquie, la situation est comparable à celle du reste de l'Europe. Les prix se situent entre 20 et 22 cts d'euro. De nombreux producteurs ont investi dans la production laitière. Actuellement il n'est plus possible de rembourser les dettes. Les liquidités sont utilisées pour les salaires et les frais généraux. 70% des exploitations ne sont plus considérées comme familiales, mais ont des statuts de sociétés. Les troupeaux ont augmenté de 60% ces dernières années. 70% des soutiens que touchent les producteurs proviennent de l'UE, et 30% du pays.

Nicolas Bezençon

Nicolas Bezençon

Grève du lait en Suisse, où en est-on?

A l'instar de l'Europe qui se prépare à une grève massive et longue, nous devons aujourd'hui aussi nous y préparer. Nous estimons que la situation en Suisse est dramatique pour l'ensemble des exploitations laitières. Les prix fixés jusqu'au mois de septembre sont bien au-dessous des coûts de production. Le nombre d'exploitations proches de la faillite augmente de jour en jour.

L'interprofession du lait n'a pas réussi à stabiliser les prix et encore moins les quantités. En Suisse romande, la quasi totalité des producteurs ont vu leur prix baisser. L'action des 5% à 23 cts ne semble pas remplir les objectifs fixés. Les stocks de poudre et beurre ne désespèrent pas.

L'industrie continue de faire une pression énorme sur les producteurs et sur l'interprofession, ce qui ne favorise pas une remontée rapide des prix. L'Association de l'industrie laitière suisse (AILS) avait demandé, il y a de cela quelques mois, une baisse de 12 cts par kg de lait. Elle pourrait bien y arriver avant la fin de l'année. Face à cette situation catastrophique, Uniterre a donné un préavis positif pour une grève à EMB, pour autant qu'elle soit bien suivie en France.

La revendication du prix équitable reste notre principal objectif. Pour y arriver, nous estimons que la force obligatoire politique doit être attribuée aux producteurs. Nous revendiquerons également un renforcement et un regroupement massif des producteurs au sein de l'IP-Lait. Uniterre a longuement réfléchi à une stratégie. Le projet doit être maintenant approuvé et porté par vous, les producteurs de lait. Si vous souhaitez en savoir plus, nous vous donnons rendez-vous dans l'une de nos assemblées décentralisées qui se dérouleront dans chaque canton (voir encadré ci-dessous).

Séances d'informations sur le lait

Séances ouvertes à tous les producteurs et à vos collègues!

Vaud: mardi 25 août, à 20h à Granges Verney, avec la présence d'un représentant de l'APLI-Association des producteurs de lait indépendants (France)

Chablais valais-vaud: vendredi 28 août, à 20h à la Landi de Collombey

Fribourg: mercredi 2 septembre à 20h à la Parqueterie de Mézières (FR)

Jura: jeudi 3 septembre à 20h au restaurant de l'Etoile à Courroux

Neuchâtel: mardi 8 septembre à 20h à l'Hôtel de la Vue des Alpes

Genève et la Côte: jeudi 10 septembre à 20h à la Buvette du parc chevalin de Signy

Thèmes prévus:

• Mesure de gestion nationale proposée par Uniterre (un courrier parviendra aux membres EMB), réponses aux questions des producteurs

• Perspectives d'une grève du lait européenne et les revendications y liées

VENEZ NOMBREUX

Pendant que l'Europe est en crise, que se passe-t-il du côté du Canada?

EMB travaille très étroitement avec les producteurs de lait canadiens. Un flash de là-bas peut donc apporter quelques pistes de réflexion sur les décisions à prendre en Europe.

Les producteurs de lait canadiens ne sont pas – pour l'instant – touchés par la crise mondiale. Leurs marchés sont à l'abri des aléas des marchés internationaux. Le prix actuel est de 46 cts d'euro. La situation est plutôt bonne, bien meilleure que les secteurs des porcs ou du bœuf qui fonctionnent les deux dans un système de libre-échange. Les quantités de lait produites ont légèrement augmenté ces dernières années, mais toujours dans des proportions qui suivent la demande du marché intérieur. Les quantités supplémentaires sont réparties entre les provinces.

Sacrifier les exportations pour un meilleur prix sur le marché domestique

Avant les années 70, les prix étaient très bas, ce qui provoqua une crise laitière très importante. A l'époque, passablement de producteurs avaient des contrats directs et donc des relations particulières avec

les entreprises. Le Canada exportait du lait. Pour remonter les prix, les autorités politiques ainsi que des producteurs ont mis en place un système d'auto-régulation. Les exportations ainsi que les contrats directs ont été sacrifiés. Le prix allaient désormais se faire sur le marché domestique, dont les quantités sont connues et stables. Ce changement radical de régime provoqua, au début, de vives tensions entre les producteurs proches des industries, les coopératives et les autres producteurs. Des quotas de base ont été attribués gratuitement par l'Etat à chaque exploitation (en fonction de la demande) et le prix du lait fut le même pour tous. Les quotas ont pris par la suite une valeur marchande pour la simple et bonne raison que les quantités produites ne satisfaisaient pas la demande. Les producteurs ont commencé à s'échanger leur droit de produire et à leur attribuer une valeur marchande.

Régulation souple des quantités

La régulation des quantités à produire se fait par région. La définition des quantités à produire se base sur

les quantités de beurre stockées en permanence (env. 12'000 tonnes de beurre suffisent à réguler tout le marché canadien). Si les stocks augmentent on baisse la production et s'ils baissent, on favorise la production des quotas attribués par province. Le prix du lait payé au producteur ne baisse jamais et a plutôt tendance à augmenter légèrement. Il s'adapte au coût de la vie canadienne...

Des économies pour l'Etat

Une gestion de quantité et un prix haut du lait c'est bon pour l'économie et pour l'Etat. Pas besoin de subventionner les exportations ou de financer des stocks. Ne pas produire est bien meilleur marché que de produire et éliminer à vil prix! L'industrie et les consommateurs sont également favorisés. L'industrie connaît son marché et peut donc calculer ses marges sur le long terme. Elle peut donc fournir des produits de qualité et à des prix tout à fait compétitifs à ses consommateurs.

Une politique d'installation des jeunes

Afin d'éviter la production sauvage et de favoriser l'installation des jeunes, l'organisation des producteurs de lait attribue au jeune un quota pour 10 ans, le temps qu'il s'installe. Si le jeune a déjà une exploitation, il a à sa disposition des prêts sans intérêt pour développer son outil de production.

L'OMC remet en cause le système

Pour les Canadiens, la principale inquiétude provient de l'OMC. Leur système est remis en cause parce qu'il est considéré comme protectionniste. Depuis maintenant plusieurs années, les producteurs de lait font pression sur leur gouvernement afin qu'il ne les lâche pas. Les producteurs se défendent à l'OMC en adoptant la position suivante: si le pays n'exporte pas ce produit, il a droit de se protéger contre les importations de ce même produit. Selon eux, l'OMC ne discute pas d'agriculture ni d'alimentation mais de commerce de matières premières agricoles... Ils demandent que l'on replace l'agriculture et la famille paysanne au centre des débats.

Nicolas Bezençon

Lettre ouverte à Monsieur Manfred Bötsch

Monsieur Bötsch, ce qui se passe aujourd'hui dans l'économie laitière suisse est indigne d'un état de droit. Les acteurs du marché laitier foulent des pieds la loi sur l'agriculture.

Dans l'article 5 de la loi sur l'agriculture, il est stipulé que la Confédération prend les mesures pour qu'une exploitation remplissant les critères de durabilité et de performance économique puisse réaliser, en moyenne pluriannuelle, un revenu comparable à celui de la population active dans les autres secteurs économiques de la même région. L'OFAG et vous, Monsieur Bötsch, n'êtes pas sans connaître la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les producteurs de lait. Vous avez connaissance des calculs de coûts de revient établis par le centre de formation agricole de Hohenrain et par Agridea Lindau. Les meilleures exploitations ont des coûts externes de 60 cts sans rémunération du travail.

Est-ce qu'il s'agit là d'une faillite de la loi ou de l'OFAG?

L'article 36b détermine les conditions cadres entre les producteurs et les acheteurs de lait: Chaque paysan devrait avoir un contrat d'une durée minimale d'un an fixant la quantité et le prix. Mais en réalité pas un seul

producteur en Suisse a un tel contrat. Bien au contraire, les organisations de vente de lait changent leurs règlements sur les quantités quasiment de semaine en semaine et les transformateurs changent les prix chaque trimestre. L'OFAG toujours prompt à sanctionner la moindre infraction à un règlement du côté des

fixe les conditions-cadre de la production et de l'écoulement des produits agricoles de sorte que la production soit assurée de manière durable et peu coûteuse et que l'agriculture tire de la vente des produits des recettes aussi élevées que possible. Et vous, Monsieur Bötsch, vous faites le contraire exact: il y a six

n'aurions pas pu réduire les excédents européens, mais nous aurions eu en Suisse un moyen permettant d'adapter la quantité de lait à la demande. Mais vous, Monsieur Bötsch, vous avez utilisé votre temps de travail coûteux et celui de vos collaborateurs, pour faire un travail de lobbying auprès des parlementaires pour faire échouer cette motion. Avec le triste succès que l'on connaît.

Monsieur Bötsch vous avez déclaré lors de la conférence de Wülflingen en 2007 que vous aviez convenu avec votre famille que vous démissionneriez de votre poste si vous ne pouviez plus l'assumer avec la conscience tranquille. Nous vous demandons aujourd'hui si vous pouvez encore avoir la conscience tranquille en voyant la manière dont la grande distribution et les transformateurs de lait ruinent financièrement des milliers de familles paysannes avec la bénédiction de l'OFAG? Comment vous pouvez encore faire face aux paysans et paysannes en toute bonne conscience? Monsieur Bötsch vous devriez admettre que vous avez perdu le contrôle de la situation. Ou selon la formule consacrée dans «l'apprenti sorcier»: Les esprits que j'ai invoqués, ne me lâchent plus!

BIG-M: Karl Häcki, Martin Haab, Werner Locher



13 mars 2009: Uniterre et BIG-M devant l'OFAG.

producteurs par des déductions sur le montant des paiements directs, ferme les yeux devant cet état de fait.

L'article 7 stipule que la Confédération

mois, le Conseil National débattait de la motion Kunz qui demandait la force obligatoire pour la gestion des quantités de lait. Avec cet instrument, nous

Langue bleue: intox et vaccination!

Dès le début des années 90, la fièvre catarrhale ovine (FCO) a été détectée en Europe. Un moucheron de la famille des culicoides, installé chez nous depuis la nuit des temps, l'a hérité de son cousin africain et propage la maladie à tous les ruminants domestiques et sauvages. Ce virus sévit sous 25 sérotypes différents. En Europe pour l'instant on dénombre les 1, 2, 8, 6, 11, et le 25 sur des chèvres en Suisse, le 4, 19 et le 16 en Italie et le 24 est déjà présent en Israël. Chacun d'eux nécessiterait un vaccin différent.

La FCO est donc bien installée sur notre planète, différents vecteurs transmettent le virus ce qui en fait une maladie vectorielle endémique. Par conséquent comme bien d'autres maladies vectorielles, elle est par nature impossible à éradiquer. Les exemples de l'Afrique du Sud et d'Israël, où des vaccinations contre la FCO répétées sont pratiquées depuis des dizaines d'années, le prouvent sans équivoque. Autre exemple: «le cas de l'Italie du Sud est explicite: les culicoides imica installés depuis 7 ans et renforcés chaque été par les vents chauds d'Afrique ou de Sardaigne y maintiennent les virus 4, 9 et 16 endémiques, malgré 3 à 4 vaccinations».

Il est certainement plus simple de réduire momentanément et localement l'extension de la rage en culbutant quelques milliers de renards que de neutraliser des moucheron omniprésents. Selon GIE Zone Verte, un collectif de vétérinaire français qui suivent ce dossier: «les éléments objectifs de l'épizootie ainsi que la biologie des cibles et des vecteurs impliquent que l'installation de la fièvre catarrhale ovine est définitive dans nos territoires. Cette maladie est devenue endémique...». De ce fait l'avenir se fera avec cette fièvre, vaccin ou pas. Toutefois la nature semble bien faire les choses puisque l'immunité naturelle s'installe rapidement par l'action de nos petits moucheron impertinents. Mais sur ce point, bouche cousue de l'Office Vétérinaire Fédéral (OVF). Pour faire passer la pilule des milieux pharmaceutiques et des adeptes de l'agriculture intensive, ils ont apeurés les éleveurs, fait des amalgames avec des maladies contagieuses qui se transmettent d'animal à animal. Plutôt que de faire une information objective, de vérifier préalablement l'état du cheptel par sondage, on a directement vacciné au mépris de tout: en premier lieu de la santé des animaux, des coûts pour les éleveurs et de la société en général. L'OVF se précipite sur les opposants à la vaccination avec l'argument que la décision vient des syndicats d'élevage. Mais sur quelle documentation ceux-ci ont pris leurs décisions? L'attitude de non entrée en matière du directeur de l'OVF sur des arguments cités ci-dessus lors d'entrevues démontre-t-elle une maîtrise ou une faiblesse des décideurs?

Des pertes limitées

En France où les sérotypes 1 et 8 représentent le 90% des cas européens, on constate une très forte variabilité de

l'impact: seul un petit nombre d'élevages semblent fortement touchés, alors qu'une grande majorité subit un impact limité avec des signes cliniques sur un faible nombre d'animaux et un rétablissement assez rapide. Un grand nombre de foyers sont ainsi détectés sur analyse sérologique sans symptômes déclarés. Toujours selon GIE Zone Verte, l'explication de ces variations reste encore à faire, mais la race, la génétique, l'alimentation et l'hygiène des fermes modernes (jus de silo, purin, déchets...) y sont pour quelque chose. La Suisse, où l'OVF déclare quelques 130 cas en 2008 et un certain nombre de cas de veaux de moins de trois mois infectés sans symptômes déclarés, semble bien confirmer cette observation. Il est d'ailleurs probable que les dégâts collatéraux à la vaccination soient plus élevés.

Pour le libre choix de vacciner!

L'éradication est impossible. L'immunité naturelle est déjà installée. Les vaccinations portent préjudice en général au système immunitaire et les coûts sont très élevés. Il nous reste qu'une argumentation puisée dans le lobby pharmaceutique, bancaire et des adeptes d'une agriculture technologiste pour imposer, avec l'autorité politique, la vaccination obligatoire. 2.2 millions de vaccins en Suisse en 2008, cela représente du blé pour certains!

L'exemple de la Corse démontre pourtant que le vaccin n'est pas «la» solution, 5 sérotypes sont actuellement présents sur l'île. Depuis neuf ans aucun bovin n'a subi de vaccination et les cas pathologiques avérés de fièvre catarrhale sont rarissimes voire nuls. Par contre les ovins restent plus sensibles. L'OVF qui caricature l'encerclement de la Suisse par la FCO qui sévit en France pourrait étudier le cas Corse ou celui des Ardennes où l'immunité naturelle s'est rapidement installée sur tout le cheptel.

Le recours au vaccin dans le cas de cette fièvre devrait rester limité aux troupeaux affectés ou sensibles et demeurer un moyen subsidiaire de lutte contre la maladie. Le virus tué des différents vaccins combinés aux virus innés ou/et transmis lors de l'injection du produit à des troupeaux entiers avec la même seringue augmente les risques de voir apparaître de nouveaux virus.

Des moyens homéopathiques de lutte contre les effets de la fièvre ont fait leurs preuves tant préventivement que

pour des cas déclarés. «La gestion de la présence durable de la FCO doit être de la responsabilité de l'éleveur comme pour le reste des problèmes de santé de ses animaux» (GIE Zone Verte). La vaccination dans le cas de FCO est une mesure du domaine de la production intensive; ce choix ne peut et ne doit pas être imposé. L'obligation nie les choix de race, de gestion de troupeau, d'alimentation, etc. La répression, l'amende, le séquestre ou l'intimidation de l'OVF sont des méthodes scandaleuses parce qu'elles s'appliquent comme si nous avions à faire à une maladie contagieuse ordinaire où ces mesures pourraient être justifiées. Pour ces raisons il faut exiger le retrait des sanctions au plus vite. Ceux qui ont refusé de vacciner ont le mérite de laisser travailler la nature et donc de renforcer l'immunité naturelle; et dans le cas de pertes dues à la FCO, ils devraient être indemnisés.

Paul Sautebin

Pour en savoir plus sur le sujet

www.giezoneverte.com
zoneverte@giezoneverte.com

Langue bleue- journée d'information, 5 septembre, Hôtel Arte, OLTEN

Une conférence pour le libre choix de vacciner aura lieu le 5 septembre à Olten. Elle est organisée par des éleveurs avec le soutien de Bio Suisse, Bauernverband, Bergheimat, Demeter, VKMB et Uniterre.

Au programme:

- Un vétérinaire français de GIE Zone Verte qui suit de près ce dossier.

- Un intervenant autrichien qui parlera du cas de ce pays qui a retiré l'obligation de vacciner.

- Des témoignages de différents pays et de Suisse sont également programmés.

La conférence se tiendra dans une salle de l'Hôtel ARTE à Olten, Riggbachstrasse 10 (à 8 minutes de la gare) de 10h30 à 16h. Une contribution sera demandée aux participants pour couvrir les frais. Une bonne partie de la journée sera en allemand, mais avec un maximum de traductions possibles.

Pour tout renseignement contacter P.Sautebin au 032 751 26 61 ou Uniterre au secrétariat.

Des OGM, c'est l'avenir...

Depuis quelques semaines, une interview de Beda Stadler parue dans le Schweizer Bauer (20 juin 2009) fait des remous. Il ne se passe pas une édition sans une lettre de lecteur. Le journal alémanique a eu le mérite de lancer un beau débat! De quoi s'agit-il?

Le 18 juin dernier, Doris Leuthard a inauguré la plateforme de recherche «Food for Life» qui vise à mieux coordonner la recherche du secteur agroalimentaire notamment entre agriculture et industrie.

Il est intéressant de relever deux ou trois aspects: cette plateforme qui a aussi pour but de renforcer la collaboration internationale, est soutenue financièrement par le département «Life science» de l'agence pour la promotion de l'innovation (CTI), doté de 20 millions. Le responsable, M. Beda Stadler, immunologue à l'Université de Berne, promeut une nouvelle stratégie pour le secteur alimentaire: développer des produits de niche basés sur les nouvelles technologies, notamment OGM, qui ont une chance sur les marchés. Exit donc les denrées alimentaires de base superflues selon lui. Exit le bio peu crédible de son point de vue car basé sur des convictions semi religieuses. Quant à Doris Leuthard, elle estime qu'à la veille d'un accord avec l'Union européenne, l'ouverture des frontières ne peut être que bénéfique pour l'industrie alimentaire, puisqu'elle pourra se fournir en matières premières à des prix européens et augmenter ses exportations. Ce qui lui permettra de renforcer son positionnement dans l'économie et de maintenir des emplois. Le CTI, la recherche agronomique des stations de recherche et de l'Ecole polytechnique, sont directement sous la responsabilité de notre chère ministre... il y a de quoi s'inquiéter pour l'avenir. N'y a-t-il pas un décalage entre sa vision monothématique et les attentes des consommateurs et des paysans de plus en plus en phase avec la souveraineté alimentaire?

Valentina Hemmeler Maïga

Rapport sur les paiements directs

Depuis quelques semaines, nous avons à disposition un rapport sur le nouveau système des paiements directs qui fait froid dans le dos par son contenu. Un certain nombre de positionnements et d'analyses sont pour le moins inadmissibles, ils frisent l'arrogance et font preuve d'un réel aveuglement. Au delà des aspects techniques qu'il soulève, ce rapport mérite d'être dénoncé par le plus grand nombre d'organisations possibles. Dans le prochain journal, vous pourrez lire un certain nombre de «perles» contenues dans ce rapport.

A Jean Vallat

Cher Jean, je suis parmi les personnes qui ont eu la malchance de naître juste trop tard pour bénéficier de tes cours à l'EPFZ où tu étais Professeur d'économie rurale. Cours qui, selon nombre de tes anciens élèves, étaient une lueur d'espoir et de lucidité dans un océan de conformisme.

Heureusement, j'ai eu la chance de faire ta connaissance à d'autres occasions. Tout d'abord, nous t'avions invité à une soirée informelle et alpine dans le cadre de notre groupe d'étudiants en agronomie et foresterie, appelé «Sciensibilité». Une première rencontre qui a aiguisé mon intérêt. Ensuite, je cherchais toujours à m'asseoir à proximité des deux compères Vallat et Veillon lors des séminaires de l'association des ingénieurs agronomes (ASIAT) car les commentaires que vous faisiez à l'issue des exposés étaient d'une fraîcheur déconcertante. Sans parler des petites remarques sur l'un ou l'autre thème abordé lors de ces journées. Ensuite, bien sûr, lors de mon passage à Agridea Lausanne - que tu as fondé il y a 50 ans -, j'ai pu constater que l'esprit Vallat était encore bien présent.

Enfin et surtout, Jean, tu étais aussi de nombreux combats. Un simple exemple: agricole suisse. Tu dénonçais avant l'heure l'ultralibéralisme, le déraillement



A gauche, Jean Vallat lors de la manifestation organisée à l'occasion du dépôt de la pétition contre PA 2011 en février 2007, juste avant son intervention à la tribune.

en 2007, tu étais avec nous sur la place de nos politiques agricoles toujours fédérale et tu as pris la parole contre plus destructrices de la paysannerie, l'orientation actuelle de la politique la pensée unique des «bien-pensants»,

les dérives des marchés agricoles. Ces dernières années, tu m'as appelée pour commenter l'un ou l'autre article que nous avons rédigé dans le journal d'Uniterre. Enfin, tu nous as téléphoné il y a quelques semaines pour nous dire au revoir et prendre des nouvelles «du front». Quelle force!

Jean, des personnages comme toi, il y en a peu par siècle. Malgré le fait que je te connaissais bien moins que d'autres, je pense pouvoir dire que tu étais un homme hors du commun, vif, intelligent, combatif, anticonformiste, visionnaire... de ceux qui insufflent un ballon d'oxygène dans notre profession. Tu t'en vas avant qu'une autre personne de ta trempe n'apparaisse... tu nous manqueras. Mais tu resteras dans nos cœurs et nos esprits comme une étoile qui nous guide dans le long et tortueux chemin qui reste à parcourir pour construire un monde plus juste.

A ton épouse et à tes proches j'adresse toutes mes sincères et profondes condoléances.

Valentina Hemmeler Maïga

La FRACP a encore brunché!

Dimanche 19 juillet s'est déroulé le 2^{ème} «brunch des ACP» qui rassemble les initiatives d'agriculture contractuelle de proximité, membres de la FRACP (Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité).

Cette journée intéressante et conviviale permet aux différents acteurs des ACP (producteurs et consommateurs) de se rencontrer et d'échanger sur leurs expériences et bonnes pratiques. Une quarantaine de personnes issues de toute la Suisse romande y ont participé.

La FRACP comprend aujourd'hui 24 membres soit la quasi-totalité des initiatives ACP romandes, ce qui représente près de 80 exploitations et environ 5'000 contrats entre producteurs et consommateurs!

Le brunch des ACP se veut annuel et se déplace en Suisse romande. Il a été organisé par les Jardins de Cocagne à Genève en 2008 et a été reçu cette année par la famille Gfeller, (maraîchers bio) à Sedeilles, l'un des piliers de l'initiative à la croissance fulgurante «Notre Panier bio», et également productrice pour «Lumières des champs».



Les participants visitent la ferme et découvrent les productions.

Le matin, le thème de discussion principal était l'échange entre producteurs et consommateurs, élément capital pour l'agriculture contractuelle de proximité. Chaque initiative a pu présenter la manière d'organiser cet échange.

L'après-midi, Urs Gfeller a conduit une visite de la ferme familiale avec sa très large palette de légumes et petits fruits. Et entre deux, un repas tout à fait digne de l'agriculture de proximité a été organisé!!

Natacha Porcher

Le prochain rendez-vous de la FRACP:
L'assemblée générale le mercredi 11 novembre à Neuchâtel.
www.fracp.ch

Nouveau projet ACP à Genève: les Mangeurs

Mathias Corthay (arboriculteur et céréalier bio à L'Affaire TourneRêve), Antoine et Thomas Descombes (maraîchers bio des Ares et vous) et Natacha Porcher (habitante du quartier des Pâquis) ont créé une nouvelle initiative d'agriculture contractuelle de proximité (ACP) appelée les Mangeurs. L'idée des Mangeurs est de relier un groupe d'habitants d'un quartier à des producteurs pour un approvisionnement régulier en produits frais et locaux, en réduisant au maximum le transport et les emballages. Chaque mois, les légumes sont livrés en vrac à la maison de quartier et les adhérents composent leur panier eux-mêmes suivant la planification prévue. Le contrat de légumes est annuel. Dès septembre, des pommes sont également livrées sur le même principe que les légumes et le contrat dure jusqu'en février. Pour plus de renseignements: 078 767 85 02 www.mangeurs.ch

A tous les lecteurs!
Cassis de Dijon: encore un mois!
Signez le référendum!!!!

Vous trouvez une feuille du référendum contre le Cassis de Dijon encartée dans ce journal avec son argumentaire au verso.

Ce référendum fait suite à l'adoption de ce principe par le Parlement fin juin 2009 (voir notre édition de juin). Les signatures doivent parvenir à l'adresse se trouvant sur la feuille d'ici AU 15 SEPTEMBRE 2009.

Le référendum a été lancé par quelques organisations. Celles-ci ont été notamment rejointes récemment par les partis des VERTS et de l'UDC. Cela ne veut pas pour autant dire que la partie est gagnée! Nous devons tous faire un effort pour récolter le nombre de signatures nécessaires (50'000).

Nous vous rappelons que chaque feuille de référendum correspond à UNE commune et qu'elle ne peut être signée que par des personnes de nationalité suisse ayant le droit de vote. Si vous voulez le faire signer dans les communes voisines, n'hésitez pas à télécharger le référendum sur www.uniterre.ch ou à en commander par téléphone au 021 601 74 67.

VHM

RECLAIM THE FIELDS

Un campement européen pour cultiver les alternatives en septembre en France

Les jeunes de la Coordination Européenne Via Campesina organisent un campement européen pour rassembler les jeunes et futurs paysans, les personnes avec des projets d'installation, les paysans sans terre et celles et ceux qui veulent reconstruire la souveraineté alimentaire en Europe. Il aura lieu du 30 septembre au 4 octobre 2009 à Minerve (France).

La crise mondiale de l'alimentation, de l'agriculture, du climat, de l'énergie, de la biodiversité et de nos sociétés toutes entières touchent des milliards de personnes. Cette crise est étroitement liée au remplacement de l'agriculture paysanne et familiale par des modes de production et de consommation industriels contrôlés par les entreprises multinationales. Alors que des milliards d'euros ont été donnés aux banques ces derniers mois, l'entreprise d'anéantissement de l'agriculture paysanne par les politiques néolibérales continue. Ces politiques détruisent des modes de vie qui ont prouvé leur capacité à maintenir un lien harmonieux entre les êtres humains et entre les sociétés et leur environnement. En Europe, les forces dominantes ont presque réussi à exterminer totalement la paysannerie en faisant en sorte qu'il soit impossible pour les petits agriculteurs de survivre du travail de la terre et pour les jeunes de s'installer comme paysans. Nous voulons devenir paysans pour reprendre le contrôle de nos vies et pour mettre nos valeurs en pratique. En cultivant la terre, nous exprimons notre engagement vis à vis de nos territoires, de

notre environnement et des personnes avec qui, dans notre voisinage ou dans un lointain pays, nous partageons cette petite planète. De cette façon, nous participons à assurer un futur viable pour les générations à venir.



Nous pouvons en finir avec la machine de dévastation en renforçant le mouvement des jeunes paysans et de

celles et ceux qui veulent s'installer, en relocalisant l'économie et en utilisant notre créativité pour reconstruire des campagnes vivantes. Il n'y a de futur possible en Europe que si de nombreux jeunes paysans et paysannes peuvent s'installer!

Les luttes à mener sont nombreuses: pour l'accès à la terre, pour des prix agricoles rémunérateurs, pour la reconnaissance sociale du travail paysan, contre la domination du modèle d'agriculture industrielle et pour des politiques agricoles plus justes. Nous voulons nous rassembler pour nous renforcer et ouvrir la possibilité à celles et ceux qui veulent cultiver la terre de le faire. Le campement «Reclaim the Fields» est destiné aux jeunes paysan-ne-s et à toutes celles et ceux qui souhaitent le devenir. Vous êtes chaleureusement invité-e-s à venir partager vos expériences et s'inspirer de celles des autres. Il y aura de nombreux ateliers, pratiques et théoriques, sur l'accès à la terre, l'agriculture urbaine, les politiques agricoles, l'agroécologie, les alliances producteurs-consommateurs, etc. Si vous souhaitez organiser un atelier, vous êtes

les bienvenus: faites-le nous savoir en remplissant le formulaire sur le site web et en nous l'envoyant avant le 15 septembre. Le campement aura lieu sur la ferme collective de Cravirola, dans la Sud de la France. Tous les participants sont invités à prendre en charge son bon déroulement. Chaque jour, une assemblée organisera la vie collective, comme les repas, le nettoyage et les annonces sur le programme. Une petite contribution vous sera demandée pour le campement (5 euros pour toute la durée du campement) et pour les repas.

Informations pratiques:

merci de visiter le site:
www.reclaimthefields.org
Si vous souhaitez recevoir plus d'informations ou vous joindre à nous, merci d'envoyer un email à:
camp2009@reclaimthefields.org

Souveraineté alimentaire, que fait l'Europe?

Pour une nouvelle politique agricole et alimentaire européenne
de Gérard Choplin, Alexandra, Strickner et Aurélie Trouvé
106 pages, juin 2009, 7 euros.
Edition Syllepse 00331 44 62 08 89
edition@syllepse.net

Souveraineté alimentaire, où vas-tu?

Ce concept, dont rêvaient depuis fort longtemps de nombreux défenseurs de la cause paysanne, n'a véritablement été mis en forme et développé que grâce à Via Campesina à la fin des années nonante. Depuis lors, l'idée a fait son chemin à travers le monde, péniblement au début, puis de manière accélérée, dopée qu'elle était par la récente crise alimentaire mondiale. Uniterre, en tant que membre de Via Campesina, a le grand mérite d'avoir porté à la connaissance du monde agricole suisse d'abord, du grand public ensuite, les principes et la portée politique de ce concept. Rappelons, en passant, qu'il n'a au fond rien de révolutionnaire, puisque, tout être humain doit y faire face chaque jour qui passe. Les uns, comme nous les nantis, sans y penser, les autres, les pauvres, avec une réelle appréhension toujours renouvelée...

Toujours est-il qu'aujourd'hui presque tout le monde en a entendu parler et manie l'expression avec une facilité parfois déconcertante. Le monde poli-

tique en premier, se référant à la déjà nommée crise alimentaire, l'utilise de plus en plus couramment, souvent à raison, parfois aussi à tort! Et la crainte n'est pas infondée de penser qu'elle devienne, comme c'était le cas pour le concept du développement durable, une expression passe-partout qu'il est de bon ton d'utiliser dans tout discours qui se respecte. Une espèce de tarte à la crème dont on a soigneusement vidé préalablement tout contenu politique. Il faut éviter à tout prix une telle dérive. Il faut donc que le principe de la souveraineté alimentaire soit non seulement diffusé, mais que son sens, sa signification politique, soient véritablement compris. Et que, finalement, il aboutisse à une mise en œuvre réelle, des applications concrètes.

Uniterre a eu la bonne idée d'organiser un forum au plan suisse. Il se déroulera à Berne, le mardi 3 novembre prochain, et il est basé sur des objectifs clairs et accessibles à tous: analyser les enjeux, identifier les acteurs, faciliter les échanges

et trouver, si possible, un consensus. Le public visé est très large. Il va du producteur jusqu'au consommateur, via les organisations qui les représentent, tant professionnelles, politiques, syndicales ou simplement associatives. Mais, gare à un simple rassemblement d'initiés de tous bords! Un de plus. Une de ces réunions où tout le monde se connaît, se toise et se jauge. Où l'on se parle, certes, mais sans plus, puis se sépare, jusqu'à la prochaine occasion...

Soyez nombreux à Berne

A mon avis, la mise en œuvre des principes de la souveraineté alimentaire devrait être une occasion rêvée pour rapprocher producteurs et consommateurs, les principaux intéressés dans cette affaire. Les intermédiaires qui se trouvent entre eux, les distributeurs et ceux qui en dépendent, transformateurs et conditionneurs confondus, les importateurs et les exportateurs, devraient leur obéir, n'être que leurs outils. Mais oui! Je sais, bien sûr, que cette affirmation est une pure utopie.

La rappeler, cependant, est une stricte nécessité, car elle peut conditionner notre façon de penser, d'être aussi, et d'agir. Il est donc primordial, à mon avis, que le 3 novembre prochain les consommateurs et les producteurs soient le plus nombreux possible à Berne, pour faire le contrepois aux cadres et autres fonctionnaires qui se sentiront obligés d'y être.

Willy Streckeis

InterLock
Le confort par excellence
TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Rénovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA · CP 48 · 1627 VAULRUZ
026 913 79 84
swiss@animat.ca www.animat.ca

Forum souveraineté alimentaire: inscriptions!!!

Ce forum ouvert à tous, et surtout à vous chères et chers membres, se tiendra à Berne, le 3 novembre, dans les locaux d'Unia, Weltpoststrasse 20 (de la gare tram n°3 direction Saali, arrêt Egghölzli). Pour nous faciliter l'organisation, nous vous remercions de vous inscrire à l'aide du talon ci-dessous ou par mail ou téléphone d'ici au 30 septembre. Cette journée a l'appui actif de: Uniterre, l'autre syndicat, Unia, Agora, l'USP, FRC, SKS, ACSI, Longo maï, Bio Suisse, Bioforum, Lobag, Agrifutura, VKMB, plateforme pour une agriculture socialement durable, le Sit et le soutien de l'Office fédéral de l'agriculture. Toutes les interventions seront traduites en français-allemand!

Programme de la journée du 3 novembre 2009		14h-15h30 Ateliers (4 ateliers en parallèle)
8h45-9h10	Accueil, café-croissants	1. Prix rémunérateurs aux producteurs, accessibilité des produits pour tous les consommateurs: quelles implications pour les échelons intermédiaires? <i>Pierre-André Tombez, Uniterre; Pius Odermatt, Coop; Mario Jäggi, ACSI; un représentant des transformateurs.</i> 2. Outils politiques à disposition pour faire progresser la souveraineté alimentaire en Suisse: avantages et inconvénients. <i>Jacques Bourgeois, USP; François Erard, AgriGenève; Rudi Berli, Uniterre; Office fédéral de l'agriculture.</i> 3. Délocalisation des productions et des Hommes: flux migratoires et main d'œuvre agricole. Causes et solutions. <i>Philippe Sauvin, l'autre syndicat; John Dupraz (USP); Office des migrations/seco.</i> 4. Politiques parallèles (économie, environnement, climat, transport, région...): quels appuis ou contraintes pour appliquer la souveraineté alimentaire? <i>Roger Bisig, Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture; Marcel Liner, Pronatura, Donat Schneider, LOBAG; Robert Cramer, Conseiller d'Etat Genève</i>
9h10-9h20	Introduction, présentation de la journée <i>Pierre Praz, Agridea</i>	
9h20-9h30	Définition de la souveraineté alimentaire de la Via Campesina <i>Valentina Hemmeler Maïga, Uniterre</i>	
Panorama des positionnements		15h30-16h15 Synthèse des ateliers <i>Pierre Praz, Agridea</i> 16h15-16h45 Perspectives communes <i>Dominique Barjolle, Agridea</i> 16h45-17h Conclusion de la journée <i>Pierre Praz, Agridea</i>
9h30-10h00	Priorités pour les organisations paysannes, syndicales et de consommateurs <i>Jacques Bourgeois, USP; Vania Alleva, Unia; Sara Stalder, SKS</i>	
10h-10h30	Les enjeux de la production agricole: la dimension internationale de la production et du commerce <i>Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation</i>	
10h30-10h45	Regard critique sur la souveraineté alimentaire: intérêts et risques <i>Mathias Binswanger, économiste HES-Olten</i>	
10h45-11h Pause		
11h-11h15	Souveraineté alimentaire: quelles implications politiques pour la Suisse <i>Maya Graf, Conseillère nationale, les Verts</i>	
11h15-12h15	Discussion, échanges <i>Stephan Jaun-Pfander, Schweizer Bauer</i>	
12h15-12h30	Présentation des ateliers <i>Pierre Praz, Agridea</i>	
12h30-14h Buffet campagnard de saison		

Inscription au forum souveraineté alimentaire du 3 novembre 2009

Nom: _____ Prénom: _____
 Adresse: _____ NP/Lieu: _____
 Organisation: _____ Tél: _____
 Mail: _____

Pré-inscription aux ateliers:

1^{ère} priorité: Atelier 1 Atelier 2
 Atelier 3 Atelier 4

2^{ème} priorité: Atelier 1 Atelier 2
 Atelier 3 Atelier 4

Participation financière:

Fr. 40.- par personne (repas inclus)
 Ce montant sera encaissé en début de journée
 Inscription: jusqu'au 30 septembre 2009
 par mail: forumsouvalim@uniterre.ch
 www.uniterre.ch
 par fax: 021 617 51 75
 par poste: Uniterre, av. du Grammont 9,
 1007 Lausanne